



TX-PAR-EQF53

## Haïti manque toujours de médicaments et surtout de morphine

Paris, 15 févr. 2010 (AFP) -

Des dizaines de tonnes de médicaments et de matériel médical ont été envoyés en Haïti après le séisme du 12 janvier, mais les besoins persistent et le pays manque encore "cruellement" de produits morphiniques, ont souligné lundi des responsables d'ONG.

Dès les premiers jours, l'association Tulipe, qui coordonne en France les dons de l'industrie pharmaceutique, a envoyé 100.000 traitements d'urgence, a indiqué à la presse son président Benoît Gallet.

45 tonnes de médicaments (antibiotiques, antalgiques, antiseptiques...) et de petit matériel ont ensuite été envoyés à Saint-Domingue et acheminés en Haïti par la Chaîne de l'espoir. 20 tonnes de médicaments et de matériel ont en outre été confiés à la Croix-Rouge.

"On n'envoie pas de médicaments à l'aveugle", a martelé le Dr Gallet. Tulipe, qui a le statut d'établissement pharmaceutique, s'assure que ses envois sont réceptionnés par des ONG en qui elle a confiance, pour éviter des utilisations détournées (marché noir). En Haïti, elle travaille avec 5 ONG, principalement la Chaîne de l'espoir, installée dans une ancienne clinique esthétique, et Aide médicale internationale.

Tulipe estime également que "l'exigence de qualité" doit être la même pour tous, l'envoi de médicaments non utilisés et rapportés chez le pharmacien étant désormais interdite.

"Le message fort, c'est coordonner", a assuré le Dr Gallet.

Une phase d'urgence va perdurer 3 ou 4 mois en Haïti, a estimé Jean-Roch Serra, directeur général de la Chaîne de l'espoir.

"Ce qui nous a fait cruellement défaut et nous manque encore cruellement, c'est l'accès à des morphiniques, pour pratiquer des anesthésies de façon optimale et soulager des douleurs post-opératoires", a-t-il souligné. "Il y a énormément de reprises d'intervention à faire" et des "gros pansements qui nécessitent une anesthésie", a-t-il ajouté.

Le Dr Gallet a indiqué que "8.000 traitements morphiniques", soumis en France à un régime d'autorisation spéciale pour le stockage et le transport, ont été envoyés il y a une dizaine de jours. Il a souligné la difficulté d'organiser sur place la sécurité de ces produits qui peuvent tenter le marché de la drogue.

Les structures sanitaires étant détruites, les ONG doivent également prendre en charge les soins courants, comme les accouchements.

"Il y a un tas de choses qui redeviennent une urgence. Les besoins continuent", a affirmé Erwan Le Grand, délégué général d'Aide médicale internationale.

vm/mpf/abx

Afp le 15 févr. 10 à 14 53.